

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Unité malfaisante et Scission salutaire (*Amédée Du-nois*). — Le Mouvement Communiste Français (*F. Lorient, P. Vaillant-Couturier*). — La Situation Internationale de la Russie Soviétiste (*G. Tchitcherine*).

Les Tâches du 3<sup>e</sup> Congrès International (*Karl Radek*). — La question coloniale (*André Julien*). — Chronique Internationale : Angleterre (*Tom Quelch*). — La Vie Economique en Russie (*E. Varga*). — Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale, etc.

## Unité malfaisante et Scission salutaire

**P**AUL FAURE est bien le dernier homme auquel la revue *l'Avenir* eût dû demander une étude sur la scission. Paul Faure est un polémiste et n'est rien que cela. Il n'a ni sang-froid, ni objectivité. Il est passionné, irascible, enclin à l'injustice. Un enfant gâté qui m'aime ni qu'on le contrarie, ni qu'on le dispute, — en dépit de son goût de polémiste-né à disputer autrui. Là où il faudrait analyser, interpréter, comprendre, Paul Faure trépigne, s'emporte et se laisse entraîner à des condamnations sommaires qui jurent avec la gravité et la sérénité scientifique qu'on est en droit d'attendre d'une revue, fût-elle social-dissidente.

Il semble cependant que, parlant de la scission six mois après le Congrès de Tours, on puisse maintenant le faire en s'élevant au-dessus des exagérations et des exaspérations inhérentes hélas ! à l'esprit partisan. La scission est un fait historique, conditionné par un ensemble de circonstances appartenant, elles aussi, à l'histoire. S'étant montré capable d'observer qu'elle s'est produite, non pas seulement en France, mais « dans presque tous les pays... en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Espagne, en Tchéco-Slovaquie, en Serbie, en Bulgarie, au Danemark, en Suède, aux Etats-Unis », Paul Faure, au lieu de rechercher la cause de ce phénomène quasi universel, que fait-il ? Il s'écrie, il ne sait que s'écrier, les mains au ciel : « Quel crime inexpiable ! » Il accuse, il ne sait qu'accuser « cette vaste entreprise de démolition que constitue la 3<sup>e</sup> Internationale ». Il aurait pu, tout aussi bien, mettre en cause Méphistophélès lui-même, prince des esprits mal faits et des mauvaises passions : la ques-

tion n'en fut pas moins restée irrésolue. Que ce soit le diable en personne ou, plus modestement, Zinoviev, sa dernière incarnation sur la terre, qui ait commis le « crime inexpiable » d'une scission qui s'étend à « presque tous les pays », la question de savoir *pourquoi* la scission a pu, en quelques mois, revêtir l'ampleur d'un fait universel n'en resterait pas moins, après comme devant, posée. Posons-la donc pour notre compte et tâchons de lui donner une réponse qui ne contienne du moins ni in-vectives, ni regrets.

Toute l'étude de Paul Faure — puisque « étude » il y a — repose sur ce que notre camarade Charles Massart, de Bruxelles, appelait l'autre jour, dans *l'Exploité*, « le fétichisme de l'unité ». Ah ! l'unité, un bien beau mot, une bien belle chose, à quoi nous nous avons tous plus ou moins sacrifié !... C'est dans un sentiment de mysticisme unitaire que je suis entré, en 1912, dans le Parti socialiste, en dépit, il faut bien le dire, de certaines dissidences, voire de certaines inquiétudes dont le souvenir, depuis lors, m'est bien souvent revenu : Soyons unis, me disais-je, malgré les « nuances » qui nous séparent ; soyons un unique parti puisqu'au-dessus de nos divergences temporelles, une même idée, une même volonté nous rassemble, — l'avènement de la classe ouvrière au pouvoir politique et à la propriété sociale...

Mais de là à mettre l'unité au-dessus de tout — *über alles* ! — il y a loin. Au-dessus de tout ce qu'on voudra, l'unité ! Au-dessus notamment de nos tempéraments individuels et de nos instables méthodes ! Mais pas au-dessus des principes !... Au-dessus de l'Eglise, il y a Dieu, di-

sent les fidèles. Au-dessus de l'unité socialiste, qui n'est qu'un moyen d'action parmi tant d'autres, il y a le socialisme, principe suprême et but final. Périssent l'unité, si sa dislocation momentanée est nécessaire au socialisme ! Périrait l'unité si, de l'épreuve douloureuse, le socialisme sort régénéré et grandi !

Car enfin l'unité n'est, en soi, ni bonne, ni mauvaise. On en peut dire autant de la scission. Il y a des unités malfaisantes et des scissions qui sont des délivrances. Unité malfaisante entre toutes, notre unité d'après la guerre et d'avant Tours ; soulagement et délivrance, la scission qui y a mis fin. Quel que soit le chagrin intime que beaucoup d'entre nous ont pu ressentir, sur le moment, de certains départs et de certaines défections, il n'en est aucun aujourd'hui qui, réfléchissant à loisir sur la nécessité des événements, ne convienne que ce qui fut fait fut bien fait.

Unité malfaisante, ai-je dit, et je le répète, l'unité d'avant Tours ! Malfaisante parce qu'insincère, parce que déloyale, parce que toute de surface. Était-ce une unité que celle qui retenait ensemble les individualités les plus disparates qui fussent, des gens qui différaient d'opinion non seulement sur les méthodes, mais encore sur le fond des choses, sur les notions fondamentales ? Que pouvait-elle valoir, à l'heure de l'action, cette unité fallacieuse qui allait d'Albert Thomas à Souvarine, de Renaudel à Lorient, des pires adversaires de la révolution russe (et de toute révolution) à ceux qui tiennent qu'avec Lénine et Trotsky a commencé, pour le socialisme, une époque nouvelle ? Non seulement elle ne valait rien, mais elle était, à tout moment, un empêchement et un obstacle. A la C. A. P. et au Conseil d'administration de l'*Humanité*, c'étaient entre les tendances rivales, inconciliables, des querelles sans fin où toute notre énergie se consumait en vain. Cette unité paradoxale et déprimante, c'est un bonheur qu'elle ne soit plus.

Evidemment il y aurait eu un moyen d'éviter la rupture. C'eût été de procéder à temps aux « épurations nécessaires » réclamées en vain par Verfeuil. Mais la majorité composite issue du Congrès d'octobre 1918 — je la connais bien, j'en étais — a montré sur ce point, comme sur tous les autres, une incroyable incapacité de décision et d'action. Elle avait pour chefs ces députés minoritaires qui avaient bravement attendu l'armistice pour refuser les crédits de guerre et qui, somme toute, s'apparentaient davantage au socialisme de défense nationale qu'au socialisme zimmerwaldien. Elle avait l'illusion qu'une politique nouvelle fut possible avec des hommes qui, de toutes leurs fibres, tenaient au socialisme ancien, au-

socialisme opportuniste d'avant-guerre. De là son impuissance, de là aussi sa perte.

Non seulement, dans ses deux années d'existence, elle a menti aux promesses qu'elle avait faites ; non seulement cette régénération complète du socialisme qu'on attendait d'elle, ne fut pas réalisée, mais ce n'était un secret pour personne que, de plus en plus, la nouvelle majorité penchait, glissait à droite, que Blum, à défaut de Renaudel, impopulaire, et de Thomas, discrédité, tendait à devenir chez nous le véritable chef.

Blum ! Blum, le type accompli du socialiste parlementaire, dont justement nous ne voulions plus ! Blum, à qui la guerre n'avait rien appris, l'intellectuel raffiné détestant la violence « qui déplace les lignes », l'artiste délicat et nuancé pour qui les mots de lutte de classes, de révolution et de dictature prolétarienne sont d'une sonorité si barbare et d'une prononciation si difficile qu'il faut autant qu'on peut, les exclure de ses discours. Chaque fois qu'il m'est advenu d'entendre parler Blum, j'ai toujours éprouvé le besoin de relire pour me ragaillardir et pour me retremper, une page, n'importe laquelle, des *Réflexions sur la Violence*. Car il n'y a pas d'homme qui, plus que Blum, soit éloigné de la pensée âpre et rude, mais excitante et salubre, du vieux Sorel.

Et cependant, en dépit de Blum et des siens, il fallait redresser le socialisme, si l'on ne voulait pas qu'il mourût. Il fallait restituer au Parti socialiste sa force vive d'opposition et de combat, à l'heure où les antagonismes sociaux et nationaux appelaient, en s'accroissant, la classe ouvrière à des batailles plus sévères impliquant dans ses rangs une plus stricte discipline. Il fallait donc avant tout faire en sorte que les hommes et les tendances responsables de l'atroce trahison du 4 août fussent à jamais écartés. Dans tous les pays, ce travail de redressement et d'épuration avait depuis longtemps commencé. Il avait, pendant la guerre, produit Zimmerwald et Kienthal ; il avait donné naissance, depuis la révolution russe et depuis l'armistice à une Internationale nouvelle qui, contre l'Internationale fantoche des ministres de rois et des opportunistes, prêchait un socialisme radical sans compromissions humiliantes et sans déviations malsaines.

Les 21 conditions, si odieuses à Paul Faure et à ceux qui, comme lui, voudraient la fin sans les moyens, n'ont pas eu d'autre objet que de clore la porte de l'Internationale nouvelle, non seulement aux traîtres de la droite, mais encore aux confusionnistes du centre, à ceux dont la bouche dit : oui, tandis que leur cœur dit : peut-être ; aux sceptiques, aux désabusés, aux timorés, enfin qui, n'ayant rien compris

aux temps nouveaux, leur opposent sans cesse la sacro-sainte tradition, c'est-à-dire la supers-tition d'un passé qui portait en lui cette trahison du 4 août dont nous avons failli mourir.

Sans les 21 conditions, c'était toute la 2<sup>e</sup> Internationale qui ressuscitait, et qui recommençait dans la 3<sup>e</sup>, avec son personnel et ses méthodes, ses duplicités et ses fourberies politiques, ses éternels balancements de pendule entre la collaboration et la lutte, son éclectisme débilant, et cela jusqu'à un nouveau 4 août, jusqu'à une trahison nouvelle des masses par les chefs.

Les 21 conditions ont fait perdre à l'adhésion à Moscou tout caractère d'ambiguïté et d'équivoque, et c'est de quoi il faut leur savoir gré. A la formule première : *Pour ou contre Moscou*, qui s'est traduite souvent par celle-ci : *Pour ou contre la Révolution russe*, le deuxième Congrès de l'Internationale communiste a eu la loyauté et le courage d'en substituer une autre dont la haute précision n'a pu tromper personne : *Pour ou contre les 21 conditions*. Désormais, plus d'erreur possible : on a su par avance à quoi l'on s'engageait.

Et c'est parce qu'ils le savaient que les Reynaud et les Thomas, les Sembat et les Bracke, les Blum et les Auriol, les Jean Longuet et les Paul Faure sont restés à la porte, conformément à leur désir, conformément à notre intérêt. Le gros du Parti socialiste, qui acceptait, lui, les 21 conditions comme une garantie nécessaire contre le retour au vomissement opportuniste et réformiste ne s'est pas autrement ému de ce lâchage venant après tous ceux qu'il avait déjà connus. Il se rit des Paul Faure qui s'écrient : « Le socialisme continue », lorsqu'il voit quels contre-révolutionnaires — lesquels, eux aussi, continuent ! — ces Paul Faure traînent à leur suite. Le socialisme qui continue, se dit-il, mais c'est justement celui dont nous ne voulons plus.

Il continue avec toutes ses tares et ses infirmités d'avant-guerre, et Paul Faure sait cela si bien qu'il l'adjure de ne pas retomber dans « le confusionnisme ministériel ». Reste à savoir si le « socialisme qui continue » entend continuer Paul Faure ou Albert Thomas, le révolutionnaire verbal ou le contre-révolutionnaire pratique.

Ce que nous savons bien, nous, c'est qu'à l'abri des conditions tant décrites nous ne continuerons ni Paul Faure ni Thomas. Nous n'avons pas à nous attarder au passé. C'est devant nous qu'il nous faut regarder, non derrière. Devant nous, c'est la révolution prolétarienne et socialiste. Préparons-nous-y et préparons-là : la préparer, c'est déjà la commencer.

Amédée DUNOIS.

## Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale

### Réunion Plénière

Séance du 20 juin

La séance est ouverte à 21 heures, sous la présidence du camarade Grandin.

Une longue discussion s'engage au sujet de la publication d'une motion qu'un certain nombre de membres du Comité ont déposée, à nouveau, sur le bureau. Ker, Boyet et Reynaud combattent la publication de cette proposition. Ker demande qu'un blâme formel soit infligé à l'auteur de cette motion pour la procédure qu'il a suivie. Ce blâme est voté par 13 voix contre 8. Il demande également la permission de soumettre ce texte au Comité Directeur. Après trois épreuves douteuses, cette deuxième proposition est repoussée par 13 voix contre 12.

Une proposition de Clamamus demandant que les membres du Comité Directeur, adhérents au Comité soient entendus est votée à l'unanimité.

Fromentin, tout en blâmant, lui aussi, l'auteur initial du factum pour la procédure employée, tout en formulant ses réserves sur les critiques formulées contre le C. D., demande qu'en prévision de la réunion plénière qui discutera la motion présentée, le texte de celle-ci soit adressé aux groupes du Comité de la Seine.

Cette proposition est votée par 13 voix contre 12. Reynaud déclare alors que, devant les contradictions des votes successifs qui viennent d'être émis, il se refuse à envoyer cette circulaire aux groupes et donne sa démission de secrétaire adjoint.

Etant donnée l'heure tardive, il est décidé de publier le projet de statuts élaboré par la Commission à titre d'indication.

Les secrétaires adjoints :

René REYNAUD, Albert TREINT.

### Commission Exécutive

Séance du 23 juin

La séance est ouverte à 18 h. 20, sous la présidence de René Humbertot.

Le procès-verbal de la C. E. du 16 juin est adopté.

Après lecture de la correspondance, la camarade Marcelle Brunet est désignée pour prendre la parole le 10 juillet à Essonnes et, après audition du camarade Salles, Pothion est chargé de prendre la parole, le soir même, à Saint-Ouen.

Pothion informe le Comité de l'état de la campagne électorale de Saint-Denis.

Le procès-verbal de la dernière assemblée plénière est approuvé, après observations de Fromentin. Au sujet de cette réunion, Boyet demande à Reynaud de retirer sa démission et rend compte de la dernière séance du Comité Directeur où l'affaire du factum anonyme fut discutée. Cartier, Rochereau, Clamamus, Hattemberger, Rappoport et Humbertot prennent la parole sur ce sujet.

Reynaud montre comment, au cours de la dernière assemblée plénière, les statuts ont été violés, l'irrégularité et la contradiction des votes. Il dit pourquoi il juge inadmissible d'envoyer aux sections une motion, dont une précédente assemblée plénière avait décidé tout d'abord la discussion à la C. E.

Boyet renouvelle sa proposition concernant le secrétariat. Il est décidé par 9 voix contre 2 de surseoir à l'envoi de cette motion aux sections jusqu'au prochain Conseil Fédéral. La C. E. décidera de son attitude lors de sa prochaine réunion. Reynaud déclare que cet ajournement lui donne satisfaction et reprend sa démission.

Les secrétaires adjoints :

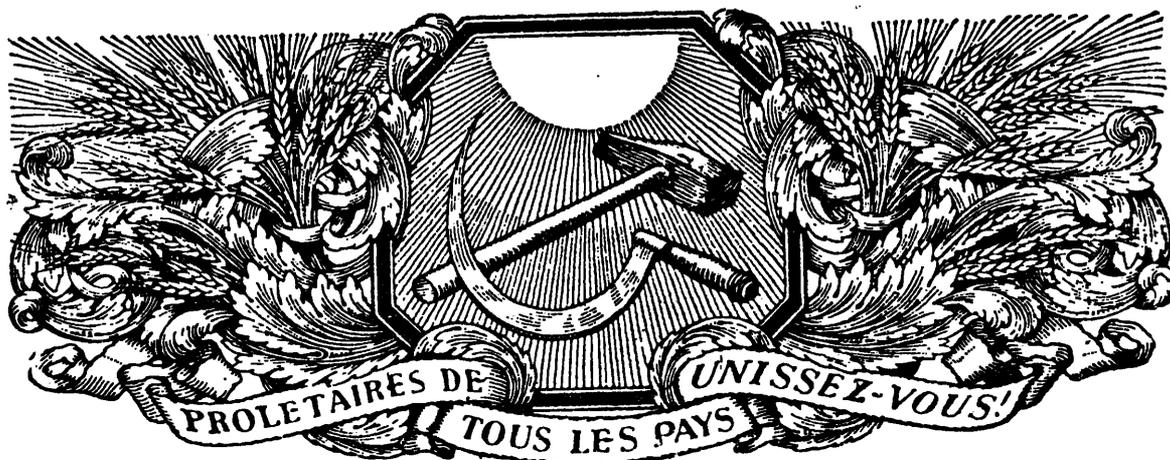
René REYNAUD, Albert TREINT.

Réunion plénière

La prochaine assemblée plénière du Comité aura lieu le vendredi 8 juillet, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.

Ordre du jour :

1. La Presse communiste ;
2. Questions diverses.



# Le Mouvement Communiste Français

*Nous avons reçu deux articles, émanant de nos camarades Lorient et Vailant-Couturier et traitant de la situation du mouvement Communiste Français.*

*Ces articles ont paru dans les deux derniers numéros de Moscou parvenus ici. Nous sommes heureux d'en donner la primeur à nos camarades français.*

## La Situation en France

Lorsqu'on envisage superficiellement la situation en France, il semble que l'heure soit lointaine où le prolétariat de ce pays descendra dans l'arène révolutionnaire. La stabilité apparente de notre appareil politique, l'inertie de notre classe ouvrière devant les grands problèmes de la crise mondiale étonnent un peu nos camarades étrangers qui connaissent notre histoire, et des questions se pressent sur leurs lèvres : quelle sont donc les causes de cette inertie ? La situation en France serait-elle meilleure qu'on ne le croit généralement ? Les sentiments qui ont inspiré les révolutions passées et la Commune de Paris seraient-ils à ce point éteints dans les masses travailleuses qu'il faudrait renoncer à les voir renaître ? Sinon quelles perspectives révolutionnaires s'ouvrent pour demain et quels sont les symptômes qui font prévoir l'échéance des mouvements futurs ?

C'est l'œuvre du Parti Communiste Français, dont l'organisation s'achève, de faire la vaste et minutieuse enquête qui permettra de répondre avec précision à ces questions et d'apporter à l'Internationale les éléments d'une étude plus générale. Il ne peut s'agir ici que de formuler dans leurs grandes lignes quelques observations susceptibles d'éclairer le débat. Ce qui est indiscutable, c'est qu'en France, comme ailleurs, plus même que dans

beaucoup de pays, il y a crise, crise à son début, mais d'autant plus grave que ses causes ont cheminé lentement dans l'organisme de la nation, sans manifestations apparentes, sans troubles politiques sérieux. Actuellement encore ses symptômes en sont plus difficilement perceptibles qu'ailleurs et cela explique que sa profondeur soit évaluée très diversement.

La cause actuelle de cette crise réside dans la ruine de l'Etat français, ruine provoquée par la politique de guerre de tous les gouvernements qui se sont succédé de 1914 à 1918. Toute cette politique, basée sur la formule : *le vaincu paiera*, est inspirée des mêmes préoccupations : dissimuler aux masses la vérité ; n'exiger d'elles que l'impôt du sang ; leur donner du pain, de la littérature et des illusions. Le crédit de la France, son développement économique, sa position géographique, le fait qu'elle tire d'elle-même, sinon ce qu'elle a besoin pour sa consommation normale, au moins ce qui permet de durer dans une situation d'attente, poussaient naturellement à cette politique, la plus habile peut-être, pour une guerre de six mois, la plus désastreuse assurément pour une bourgeoisie entraînée dans une guerre de quatre ans. Pendant que l'Etat s'appauvrisait, tout le gros et le petit négoce urbain et rural, s'enrichissait

de ses dépouilles ; les gros salaires de guerre développaient dans les villes une nombreuse aristocratie ouvrière contre-révolutionnaire ; la capacité d'achat des familles prolétariennes les plus pauvres se maintenait largement suffisante par suite du placement facile de la main-d'œuvre féminine et enfantine. Si on ajoute à cela le déploiement du plus formidable appareil de mensonge, de dissimulation, de griserie chauvine qu'on n'ait jamais vu, on s'explique mieux pourquoi le véritable caractère de la tuerie, le sens de la victoire, lui ont échappé, pourquoi ses chefs ont pu si aisément et si longtemps le trahir, pourquoi la propagande révolutionnaire a jusqu'ici rencontré si peu d'écho dans les couches profondes du peuple.

Si la politique des Jouhaux, des Bled, des Thomas et des Renaudel a rendu possible tout au long des hostilités la politique des Poincaré, des Viviani, des Briand, des Clemenceau et des Millerand, on peut dire également que c'est la politique de ceux-ci, en masquant l'abîme qui se creusait, qui a rendu possible

la politique des renégats révolutionnaires. La position traditionnelle du syndicalisme français enveloppant d'une même aversion le politicien glissé dans le domaine révolutionnaire et le révolutionnaire agissant dans le domaine politique, l'esprit individualiste, l'amour des petites chapelles impuissantes, ont fait le reste. C'est cette situation que le parti communiste français a trouvée lors de la constitution à Tours, c'est cette situation que l'Internationale Communiste est appelée à faire entrer dans le cadre général pour déterminer sa tactique. Crise de régime, manifestations évidentes de décomposition progressive du capitalisme français sans qu'il soit encore possible de déterminer de façon certaine les phases de cette décomposition.

Interprétant les faits en plein accord avec la 3<sup>e</sup> Internationale et les décisions qui vont être prises, le Parti Communiste Français saura s'élever à la hauteur de sa tâche révolutionnaire et agir pour dénouer la crise dans le sens des intérêts du prolétariat universel.

F. LORiot.

## Le Parti Communiste Français

C'est un parti en pleine éclosion révolutionnaire qui est venu au Troisième Congrès de l'Internationale Communiste. Un vieux parti social-démocrate traînant encore son passé de patriotisme et de pacifisme et qui soudain, fouetté par la colère des jeunes ouvriers et des jeunes paysans survivants de la guerre capitaliste, a clamé à Tours sa volonté d'adhésion au communisme.

Pas encore assez communiste, dit-on ? mais quel terrible héritage aussi que le sien ! Décapité de ses agitateurs, volé par les dissidents, désorganisé dans les provinces, privé de ses théoriciens, point doctrinaire au reste, le voilà qui doit, tout en se reconstituant, remonter le courant de la défense nationale et du Wilsonisme qui l'empoisonnait encore en décembre 1920. Et cela avec une poignée de jeunes hommes, un personnel sollicité par cent travaux urgents.

Avec ça un pays dont la réaction donne le ton au monde entier, de terribles habitudes démocratiques et parlementaires, un sentiment encore vif de la légalité républicaine, une armée noire, jaune, blanche, fortement encadrée et pas d'armes dans le prolétariat.. Une tradition révolutionnaire, mais point d'apprentissage révolutionnaire. C'est de rien ou de presque rien qu'il nous faut partir avec cent vingt mille camarades de bonne volonté.

Cependant la crise de chômage s'étend, la réduction des salaires commence ; les paysans sont mécontents. Les mutilés sabotés s'impatientent et le coût de la vie ne baisse pas. Les

pays dévastés ne sont pas relevés. L'Etat bourgeois a près de quatre cents milliards de dettes, la ruine de la guerre subsiste et la classe 19 mobilisée chante l'*Internationale*.

Autant de symptômes heureux dont l'agitation communiste s'empare. Dans la situation où nous sommes, chaque jour nous apporte une faute et un progrès nouveau. Nous marchons en trébuchant parfois, mais nous avançons d'une façon continue vers le combat décisif.

Dans notre prolétariat c'est la certitude révolutionnaire, c'est l'enthousiasme et la reconnaissance à l'égard de la révolution russe, mais à notre retour notre tâche sera d'éclairer cet enthousiasme encore trop peu conscient et de le garder ainsi des brusques sautes de vent.

Notre tâche sera surtout de supprimer cette défiance qui sépare en France traditionnellement le syndicalisme du parti en montrant au syndicalisme rouge que quelque chose est changé chez nous, que nos routes ne sont plus ni parallèles, ni convergentes, mais qu'elles se confondent déjà, que l'un ne cherche plus à conquérir l'autre mais que tous deux sont conquis par la même idée révolutionnaire. Dans une Internationale constituée par de grands partis et fonctionnant harmonieusement la France saura tenir sa place et grandissant chaque jour en énergie se préparer méthodiquement pour les jours de violence nécessaire.

Paul VAILLANT-COUTURIER.

# La Situation Internationale de la Russie Soviétiste

La situation générale actuelle est caractérisée par la continuation de la crise mondiale inaugurée par la grande guerre, qui aboutit à un ébranlement de tout le monde organique et social existant. Cette crise se développe sur deux plans :

1. — Le plan économique, c'est-à-dire la ruine économique dans laquelle se débattent tous les Etats, et le besoin primordial qu'ils ont tous de surmonter cette ruine ;

2. Le plan révolutionnaire, c'est-à-dire la lutte plus ou moins consciente, plus ou moins développée, menée par les masses laborieuses en vue de la prise du pouvoir et de l'établissement de la dictature prolétarienne.

La ruine économique est un phénomène général qui embrasse également les pays capitalistes avec leurs succursales coloniales et les républiques soviétistes. Vainqueurs et vaincus, vieilles monarchies, présidences réactionnaires ou soviets révolutionnaires, nous sommes tous précipités dans cette ruine. En sortir, reconstruire la production et l'échange, tel est le premier besoin et le mobile dominant de tous les gouvernements et de tous les groupements politiques ou économiques de la période actuelle. Ce problème qui se pose devant nous, se pose en même temps dans les pays capitalistes et dans les pays soviétistes, qui lui donnent des solutions diamétralement opposées. La même ruine nous unit, capitalistes et révolutionnaires. Le même besoin de produire et de manger domine la politique des uns et des autres. Nous sommes associés dans la même tâche de reconstruction économique, tout en comprenant cette reconstruction de façon opposée. C'est ce besoin primordial qui crée un lien impérieux entre les républiques soviétistes et les pays capitalistes et qui sert de base nécessaire à leur coopération inévitable. Gouvernements capitalistes et gouvernements soviétistes, nous sommes attachés les uns aux autres par le besoin que nous avons les uns des autres. C'est la ruine générale qui est notre trait d'union et qui a pour résultat impérieux et nécessaire notre collaboration, les traités qui nous unissent déjà et qui nous uniront de plus en plus ; enfin, les concessions que nous nous faisons mutuellement dans les sphères les plus importantes de notre politique.

Tout autres sont les relations existant entre nous sur le plan révolutionnaire. De même qu'au Moyen âge on distinguait l'*Ecclesia militans*, luttant péniblement dans la vallée de larmes de cette terre, et l'*Ecclesia triumphans*, jouissant du fruit des luttes terrestres et en possession de son but, de même le monde prolétarien actuel distingue les pays d'oppression capitaliste, où le martyr sanglant des masses révolutionnaires et de leurs avant-gardes organisés n'est pas encore terminé, et les pays de domination prolétarienne, où la classe ouvrière manie déjà l'appareil gouvernemental comme un instrument de la lutte de classe contre ses oppresseurs déçus et prend déjà en mains la tâche immédiate du jour, c'est-à-dire la

reconstruction de l'économie nationale sur le fondement communiste. Si les besoins économiques généraux et la ruine commune unissent les pays capitalistes aux pays soviétistes et les obligent à collaborer, c'est dans un sens absolument contraire qu'agissent les forces motrices sur le plan révolutionnaire en créant une opposition irréductible entre les Etats où le capital domine et ceux où les salariés se sont emparés du pouvoir.

Le premier facteur oblige les uns et les autres à s'unir, le second les oppose irréductiblement les uns aux autres. Telle est la contradiction dominante traversant toute la vie politique actuelle, à laquelle chacun de nos pas se heurte dans l'un ou l'autre des deux domaines. Les influences des forces motrices contraires s'entrecroisent. Elles produisent dans la politique des grandes puissances cette ligne vacillante et pleine d'imprévu qui la caractérise. Elles sont la cause des soubresauts continuels de Lloyd George, de Sforza et plus ou moins de tous les autres cabinets. Comme si le monde politique actuel n'était pas suffisamment saturé de contradictions et de forces divergentes déchaînées par la guerre et s'en trechoquant perpétuellement, comme si le chaos politique général n'était pas assez complet, le tableau bigarré à l'infini que présente tout l'échiquier politique est encore entrecoupé, traversé, ébranlé jusque dans ses fondements par cette opposition fondamentale entre deux mondes sociaux qui se prennent l'un l'autre à la gorge.

Si pour un instant nous laissons de côté le point de vue des luttes révolutionnaires pour concentrer notre attention sur les autres aspects de la vie politique actuelle, ce qui nous frappera le plus, c'est la domination immédiate, à un degré jusqu'à présent inouï, des besoins économiques primordiaux, les plus élémentaires, du besoin de manger, de se chauffer, d'allumer les hauts fourneaux, d'alimenter la production en matériaux les plus simples. Jamais la politique n'a été à un tel point de l'économie pure et presque immédiate. Jamais le surédifice politique complexe n'a été à un tel point réduit à un mirage, à une ombre presque impalpable. La période qui s'est écoulée depuis le traité de Versailles jusqu'aujourd'hui nous fait assister à un évanouissement rapide et progressif des facteurs politiques appartenant à ce surédifice, élevé au-dessus des forces économiques. Pour ne citer qu'un exemple, le nationalisme des peuples précédemment périmés, qui à première vue semble une force presque irrésistible, est au contraire, si nous le considérons attentivement, un jouet docile entre les mains des grands intérêts économiques mondiaux. Ces bourgeoisies, en apparence jeunes, des nationalités reconstituées jouent en réalité pour la plupart le rôle de succursales et d'instruments des forces dominantes financières qui régissent le vieux monde capitaliste, qui s'entrechoquent et s'entredéchirent, et dans leur jeu, les passions et les aspirations des petites nationalités, leurs revendications, leurs traditions,

leurs besoins, ne sont devenus entre leurs mains qu'un cinématographe destiné à cacher dans ses coulisses la vérité peu engageante des intérêts réels, puissants et sordides qui agissent dans le vieux monde capitaliste.

Plus solides et plus réels sont les intérêts stratégiques des grandes puissances, qui sont le masque politique des groupements financiers dominants. Mais c'est justement l'intérêt stratégique qui, depuis la signature du traité de Versailles, s'efface de plus en plus devant les besoins économiques immédiats. La contradiction principale entre la politique de l'Angleterre et celle de la France, c'est que l'Angleterre, la première, a relégué au second plan les buts stratégiques et a commencé à considérer l'Allemagne surtout au point de vue de l'intérêt économique, lequel demande sa conservation en tant qu'organisme vivant et efficace. La France, au contraire, aveuglée par ses considérations purement militaires et par sa crainte folle d'une invasion allemande future, a continuellement sacrifié toutes les considérations découlant du besoin général de reconstruction économique pour rechercher avant tout l'écrasement définitif ou le démembrement de l'Allemagne, ou du moins son encerclement par des forces radicalement hostiles et servant d'avant-postes militaires à l'état-major français.

La scène à laquelle nous assistons, c'est le spectacle de la banqueroute de cette politique stratégique. Son impossibilité matérielle apparaît de plus en plus évidente. Ses principaux atouts sont tombés à terre, et la politique française elle-même est obligée de s'inspirer de plus en plus des aspirations et des velléités économiques de son pays, qui diffèrent profondément de celles de l'Angleterre et qui l'entraînent dans des conflits de plus en plus chroniques avec cette dernière. Quoi qu'il en soit, la politique étroite d'état-major, politique d'hier ou plutôt d'avant-hier, a déjà fait son temps. Le jour où le gouvernement français a abandonné l'ex-empereur Charles, a marqué la faillite de tout un système, du système qui est lié à la personnalité de Millerand et qui continue celle de Clemenceau, du système qui n'était au fond qu'un rafraîchissement de vieilles théories du Second Empire, le dernier effort d'une diplomatie de la vieille école. La restauration monarchique et cléricalle dans les régions de l'ancienne Autriche-Hongrie et la création d'une Allemagne méridionale la reliant comme un pont à la France dominatrice, voilà le système qui s'est effondré entre les mains de la diplomatie française au moment même où cette dernière croyait avoir atteint son but. Ce n'est là qu'un exemple des épreuves traversées par la politique d'état-major suivie à Paris et du changement profond et définitif que cette politique subit actuellement.

Le naphte et le charbon, voilà les deux forces essentielles qui régissent la diplomatie actuelle, et peut-être davantage encore le blé, le pain quotidien. Les matières premières indispensables à la vie, voilà précisément ce que la victoire n'a pas donné aux grandes puissances capitalistes. La politique d'état-major a augmenté la ruine et n'a fait qu'éloigner les grands Etats capitalistes de l'assouvissement de leurs besoins les plus simples, et c'est pour avoir du blé, pour avoir des matières premières en général que les ennemis capitalistes irréductibles de la métropole soviétique lui tendent aujourd'hui la main et cherchent à trouver avec elle, grâce à des concessions mutuelles, un *modus vivendi* rendant possible une

activité commune. Les gouvernements ne luttent plus comme autrefois pour l'exportation de capitaux, but principal des grands combats diplomatiques et des combinaisons politiques si compliquées de la période précédente de l'histoire. Les chancelleries rivalisent aujourd'hui pour l'importation. C'est pour l'importation que le gouvernement anglais et les autres à sa suite négocient et signent des traités avec la Russie révolutionnaire. L'exportation des produits a aussi cessé, dans le chaos politique et économique actuel, d'être comme autrefois le plus naturel des phénomènes. Partout c'est la crise, partout c'est le chômage. L'interdépendance économique, déchirée par les ruines dont le traité de Versailles a rempli le monde, par les luttes interminables qui se poursuivent entre vainqueurs et vaincus, ainsi que par le grand duel épique avec la Russie révolutionnaire, se venge en obligeant à chômer les industries des grands pays capitalistes qui la négligent.

C'est cette interdépendance mondiale qui amène les gouvernements capitalistes à traiter avec les gouvernements soviétistes honnêtes et maudits. C'est elle qui nous amène, nous, le premier gouvernement communiste dans le monde, à répondre aux désirs de ceux qui veulent renouer avec nous les liens économiques nécessaires à tous. C'est elle qui nous impose cette politique de tractation et de collaboration avec les gouvernements capitalistes qui est le signe dominant de la période actuelle de notre histoire. Reconstruire, voilà partout le mot d'ordre; reconstruction: voilà le résumé de toute la politique extérieure et intérieure, de tous les efforts, de toutes les aspirations, de toute la vie de la Russie Soviétiste actuelle. Pous-sée par son besoin de reconstruction économique, elle est entrée comme gouvernement établi dans la société des gouvernements existants. Par des moyens diamétralement opposés, elle a à résoudre la même tâche qui incombe à ses adversaires capitalistes. Un duel pacifique, voilà ce que sont les relations entre la Russie Soviétiste et les Etats capitalistes. *Qui de nous saura résoudre le grand problème actuel, saura vaincre la ruine mondiale?* Les gouvernements soviétistes et les gouvernements capitalistes rivalisent entre eux, dans une émulation pacifique, avec des moyens radicalement contraires, pour résoudre un seul et même problème. Celui qui le résoudra sera le triomphateur. C'est en accomplissant cette tâche de reconstruction économique que le monde communiste s'affirmera et vaincra définitivement.

La politique extérieure de la Russie Soviétiste est toute tracée d'avance par ces motifs fondamentaux. Rendre possible la collaboration économique avec les autres pays, voilà notre but principal. Pour cela, nous avons besoin de la paix et la première tâche de notre politique extérieure consiste à nous la conserver. Pour cela, il faut des concessions mutuelles, et c'est autour de ces concessions que se déroule notre activité diplomatique. Nous avons à consolider notre situation extérieure. Nous avons à déjouer les plans d'intervention qui surgissent toujours dans certains pays. Nous avons à ouvrir toutes les issues à notre commerce, à nos exportations et à nos importations, à toutes les possibilités de cette entraide économique dont le besoin est urgent pour nous et autant pour les autres. La consolidation extérieure de la position du gouvernement soviétiste est même un des éléments les plus importants de sa consolidation intérieure.

G. TCHITCHERINE.

# Les Tâches du Troisième Congrès International

*Nous publions ci-dessous le texte du discours prononcé par Radek à la Conférence Panrusse du Parti Communiste.*

Camarades,

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste ne se contentera pas seulement de vérifier les thèses du 2<sup>e</sup> Congrès à la lumière de l'expérience des derniers mois. Nous sommes fermement convaincus qu'il ouvrira une phase nouvelle dans la lutte de l'Internationale Communiste.

Si l'on me demandait les raisons des crises que l'Internationale Communiste a traversées (nous en avons eu de très grandes dans les deux partis, slave et germanique), les camarades qui ont participé à la lutte diront que ces raisons résident dans le sentiment qu'on a eu d'un recul de la révolution mondiale. Ils vous diront que nous sommes actuellement en présence d'une période de calme, que dans la période qui vient la révolution mondiale se manifestera peut-être seulement par le processus de décomposition du capitalisme, mais que dans aucun cas la classe ouvrière n'entrera en lutte ouverte contre le capital.

Quand on lit attentivement les articles de Serrati, on a l'impression bien nette que l'idée qui les inspire est celle-ci : une vague de contre-révolution déferle sur l'Europe et la révolution dans le monde entier est en recul, quoiqu'on ne puisse pas nier le fait d'une décomposition toujours croissante du capitalisme. Lévi, dans la dernière page de sa dernière brochure, dit que si le Parti Communiste allemand ne parvenait pas à se reconstituer sur d'autres bases, ce fait prouverait du même coup la force de la contre-révolution et condamnerait le Parti Communiste allemand au sort de la 2<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire à la décrépitude.

Serrati et Lévi sont convaincus que la révolution est en recul. Et la première tâche que s'est imposée le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en préparant le Congrès, fut d'essayer de vérifier cette assertion. Il faut que la décision du Congrès ne reflète pas des opinions personnelles, mais soit basée sur une étude approfondie de la situation générale. Il faut savoir si nous sommes en présence d'une période de calme révolutionnaire, d'une période de développement, même lent, du capitalisme, ou si, au contraire, notre campagne, pour susciter une explosion immédiate, a des fondements sérieux. Si nous arrivons à la conviction que la révolution est en recul, que nous assisterons, dans les deux années qui viennent, à un processus de décomposition seulement, il est clair que dans ce cas, tout en restant communistes et tout en combattant pour notre idéal, nous de-

vrons rayer néanmoins de l'ordre du jour la lutte pour la conquête immédiate du pouvoir. Nous serions forcés dans ce cas d'adopter une tactique de préparation et non une tactique de combat.

Camarades, aucune organisation internationale n'a jusqu'à présent étudié une situation avec plus d'attention et plus de circonspection que nous ne l'avons fait maintenant. Pendant ces deux derniers mois, le camarade Trotsky a consacré toute son attention à la situation économique en Europe. Toute une série d'autres camarades, économistes distingués parmi lesquels le camarade hongrois Varga et le camarade allemand Tolheimer, hommes d'une haute compétence en la matière, ont examiné l'œuvre des économistes bourgeois, qui ont préparé pour nous les matériaux nécessaires à l'étude de cette situation.

Je vous dirai qu'au commencement, c'est-à-dire au moment où ces camarades se mettaient à l'étude, certains croyaient être en présence d'un équilibre instable et intérieurement ruineux. Cependant, à mesure que le travail s'avance, nous acquérons de plus en plus la conviction que nous sommes à la veille d'une époque de combats plus considérables encore que ceux que nous avons déjà livrés. Ces combats, cette lutte seront à l'ordre du jour dans un avenir très rapproché. Notre tâche consiste à nous orienter non pas vers la pure propagande, mais au contraire vers une accélération décidée du mouvement occidental.

Le plus caractéristique, c'est que les résultats auxquels nous sommes arrivés ici sont identiques à ceux auxquels sont arrivés nos camarades venus de l'étranger. Ainsi, par exemple, les camarades allemands, membres du Parti Communiste allemand, sont venus avec des thèses qui dépassent sur certains points celles auxquelles nous nous sommes arrêtés à Moscou. On dit cependant que nous fouettons les autres.

Sur quoi se base notre conviction ? En quoi notre lutte passée consistait-elle ?

Vous savez que la période de lutte se termina à peu près en Allemagne vers l'été de 1919. A cette époque, si d'un côté la révolution n'est pas en recul au point de vue de notre influence parmi les masses, d'un autre côté, depuis l'été de 1919, nous n'avons plus vu dans ce pays une action ouvrière ayant un caractère offensif, ni aucune action ouvrière de grande envergure. Seul fait exception le mouvement de mars 1920, alors même les ouvriers scheidemaniens, pour empêcher le coup d'Etat militariste, prirent part à la lutte au nom de la démocratie, qu'ils avaient l'illusion de défendre, en défendant le gouvernement de Scheidemann et de Noske. Mais l'action directe des masses, les démonstrations entraînant des cen-

taines de milliers d'ouvriers que l'Allemagne avait vues en mars et en janvier 1919 ne se sont plus répétées.

En regardant de près la situation à l'étranger, on voit que la bourgeoisie est très alarmée. Son état d'esprit se reflète nettement dans le livre de l'économiste anglais Nox, un des collaborateurs du traité de Versailles. Il raconte qu'à Versailles, maintes fois les hommes d'Etat bourgeois ont eu l'impression d'être au bord de l'abîme et qu'en écoutant Wilson et Clemenceau, ils croyaient entendre des masques et des fantômes.

Cet état d'esprit s'efface, dirait-on, actuellement. La crise de la fin de 1918 et du commencement de 1919 fut une crise de démobilisation. Vingt millions d'hommes furent renvoyés dans leurs foyers. La bourgeoisie fut très inquiète de savoir si elle pourrait leur procurer du travail et tenir les promesses qu'elle leur avait faites pendant les longues années de guerre.

Vers le milieu de 1919, nous assistons à un regain d'activité économique d'un caractère purement spéculatif. Le manque de marchandises est très grand dans tous les pays ruinés. Les capitalistes ont toute latitude de faire payer très cher leurs marchandises et d'augmenter les salaires des ouvriers. Les masses ouvrières démobilisées trouvent du travail dans les fabriques. Quoique la cherté de la vie augmente, les salaires restent néanmoins assez élevés. Cet état de choses explique pourquoi l'Internationale Communiste, tout en affermissant son organisation et en étendant sa sphère d'influence, ne provoque pas d'explosion révolutionnaire. Ces trois années de notre histoire furent des années de préparation.

Après notre échec sous Varsovie, nombre de capitalistes étrangers ont cru pouvoir mettre une croix sur la révolution. Mais à ce moment même commença la crise depuis longtemps attendue, cette profonde crise de toute l'économie mondiale, à la venue de laquelle les capitalistes refusaient malgré tout de croire. Cette crise se distingue des précédentes par ce fait que dans la situation actuelle il est impossible, malgré le niveau de développement de l'industrie, de vaincre l'anarchie que le capitalisme provoque.

Les données statistiques montrent clairement le sens de cette crise. On peut la toucher du doigt. Elle est due au fait que les industries américaine, anglaise, japonaise, c'est-à-dire de ceux des pays victorieux dont la vie économique a été la moins ébranlée par la guerre, s'agrandirent démesurément à un point tel que leur production surpassa les besoins de leur population à l'intérieur, cependant que le marché extérieur, le marché de la guerre, vint à manquer. Tous ces pays ne peuvent vivre que de l'exportation, et on ne peut exporter nulle part.

D'un autre côté, les pays vaincus et ruinés, l'Allemagne, l'Autriche, sont condamnés à payer une forte contribution et leur importation n'atteint même pas le niveau d'avant-guerre. Il n'y a pas bien longtemps, un des meilleurs économistes allemands, Gottheim, a publié un article où il fit pour la première fois une tentative pour estimer d'une façon concrète la quantité de marchandises que l'Allemagne importait d'Angleterre avant la

guerre et celle qu'elle importe maintenant. Le résultat est que l'importation actuelle ne représente qu'un huitième de celle d'avant-guerre. Pour certaines branches d'industrie, la proportion est encore moindre.

La situation est la même en Amérique. D'un côté, l'industrie américaine a pris un développement inouï, et d'un autre côté, la guerre a détruit la puissance d'achat de l'Allemagne, de l'Autriche, des Balkans, de la Turquie, de la Russie. Du même coup, ces pays ont cessé de fournir des matières premières.

La seule solution possible de cette crise consisterait dans l'annulation des dettes de guerre. Pour en sortir, il faudrait renoncer aussi aux contributions imposées aux pays vaincus et aider ces derniers, au moyen de crédits à long terme, à restaurer leur industrie, leurs transports, etc. Cette issue serait la meilleure. Vous savez que des centaines de livres ont paru, dès le commencement des pourparlers de paix, qui tentaient à prouver que seule la réunion des efforts de tous et de chacun pourrait restaurer l'Europe. Toutes les tentatives faites dans ce sens ont échoué misérablement. Le capitalisme et la guerre ont renforcé l'anarchie. Si avant la guerre l'anarchie était provoquée par la lutte pour le marché mondial entre l'industrie anglaise et l'industrie allemande, aujourd'hui nous assistons à une formidable et double concurrence entre l'Amérique et l'Angleterre, entre l'Angleterre et le Japon. La lutte se développe à la fois sur leurs propres marchés, sur les marchés coloniaux et sur les marchés de France, d'Italie et d'Europe centrale. Les ententes entre Etats pour sauver en même temps la situation de tous sont rendus impossibles par cette concurrence qui décompose l'appareil bourgeois existant. En ruinant l'industrie allemande, le capitalisme mondial a enfoncé un clou dans son propre cercueil. En ruinant cette industrie, le capitalisme mondial a détruit à jamais toute possibilité de rétablir l'économie mondiale.

Je ne veux pas entrer dans tous les détails de cette situation. Je voudrais seulement donner quelques exemples marquants de la décomposition complète du système capitaliste.

Vous connaissez la dernière grève des mineurs en Angleterre. Quelles en sont les causes ? Pendant la guerre, la bourgeoisie anglaise, pour contenir les masses et approvisionner l'industrie en charbon, payait de très hauts salaires. Après la guerre, le charbon américain a commencé à faire une sérieuse concurrence à l'industrie minière anglaise et fait son apparition sur les marchés continentaux en Italie et en France. Le gouvernement anglais a appuyé le gouvernement français dans ses exigences concernant le charbon allemand. A titre de compensation pour les mines détruites pendant la guerre, l'Allemagne a fourni l'année passée à la France 32.000 tonnes de charbon. Mais l'état des marchés français n'a pas permis l'utilisation de ce charbon à l'intérieur, et les Français l'ont vendu en Italie et en Belgique. Voilà comment le charbon allemand, lui aussi, a fait concurrence à l'industrie anglaise. Considérez par exemple le dernier acte du gouvernement anglais. A la conférence de Versailles, ce dernier a

joué le rôle d'un agent qui ménageait, en la personne de l'Allemagne, un client pour ses produits industriels. Il a toujours cherché à adoucir les exigences des Français, à leur démontrer la nécessité de concessions, à leur faire comprendre que, raisonnablement, on ne pouvait pas tuer la poule aux œufs d'or.

Comment s'explique le changement de politique de l'Angleterre ? Comment expliquer le fait que, maintenant, le gouvernement anglais cherche à ruiner littéralement l'industrie allemande ? Nous autres, marxistes, qui affirmons que la lutte économique tranche les questions politiques, nous ne savions d'abord pas à quoi nous en tenir. Nous l'avons appris par les écrivains bourgeois.

Delisé a publié, au cours des derniers événements, un article où il raconte l'histoire secrète des dernières luttes diplomatiques. D'après cet article, nous voyons que les cercles dirigeants français, avec le ministre de la Reconstruction en tête, ont cherché à s'entendre avec un trust allemand. Ce ministre a proposé de former un syndicat industriel franco-allemand. Il comprenait que la ruine de l'industrie allemande serait désavantageuse à l'industrie française. Les Anglais, qui d'abord avaient cherché à sauver l'Allemagne, se sont effrayés de cette tentative et ont mis tout en œuvre pour la faire échouer. Lloyd George, qui à Paris s'était opposé fortement au vieux militarisme de Foch, fait maintenant des concessions aux généraux et aux usuriers français contre le capital industriel et financier français, pour empêcher la formation de ce syndicat franco-allemand. En même temps, Stinnes cherche à acheter à l'Autriche une grande entreprise capitaliste. Les Anglais lui offrent du charbon pour cette entreprise, et quand l'affaire est conclue, Lloyd George proclame la nécessité d'occuper le bassin de la Ruhr, où justement ce charbon se trouve en abondance. De cette façon, Stinnes est roulé et les Anglais sont vainqueurs. Voilà la situation. Elle nous permet d'affirmer que la crise actuelle est une crise de décomposition. Aucune force au monde ne pourrait y remédier. Au moment où nous élaborons nos thèses, il ressort des matériaux recueillis que la situation de l'industrie textile en Angleterre s'améliore. Nous analysons le caractère de cette situation. Sera-t-elle passagère ou se stabilisera-t-elle ? Nous sommes arrivés à la conviction que la crise actuelle progressera en étendue et en profondeur. Nous sommes convaincus que dans les mois prochains, les contradictions déjà existantes atteindront leur apogée.

Les classes dominantes de l'Europe chercheront à résoudre ces contradictions économiques par de nouvelles guerres, dont la cause sera la concurrence entre l'Angleterre et l'Amérique. En Europe, il y a plus de soldats sous les armes qu'il n'y en avait en 1914. En même temps, une nouvelle lutte commence pour la possession des mers, on continue les armements navals, et la ruine économique provoque de nouveaux conflits économiques. A propos de la Silésie, Lloyd George ne se borne pas à brimer la Pologne, il va jusqu'à menacer la France, et Briand est forcé de lui répondre sur le même ton. Tout cela montre qu'en Europe nous sommes devant une nouvelle phase de la lutte,

qui chaque jour deviendra de plus en plus aiguë.

Ce n'est pas seulement le fait du chômage de cinq millions d'hommes en Amérique qui montre l'étendue de la crise ; l'offensive patronale contre la classe ouvrière la démontre également. Partout, en Europe, on cherche à abaisser et à allonger la journée de travail. Les capitalistes veulent se créer de nouveaux bénéfices par la baisse des salaires. En Italie, et ces temps derniers en Allemagne, nous voyons les signes précurseurs d'une nouvelle action capitaliste contre la classe ouvrière.

A ce point de vue, nous devons tenir compte des expériences de l'année passée. Vous savez de quelle façon la question s'est présentée au 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. De grandes masses ouvrières à la tête desquelles se sont placés des partis chancelants sont venues vers nous. Ces partis, sous la pression des masses, acceptaient nos mots d'ordre, mais n'avaient nullement l'intention de les exécuter. Voulaient attirer à nous les masses, nous avons adopté les vingt et une conditions. Beaucoup les ridiculisèrent. Mais elles n'avaient qu'un but : celui de dire d'une façon concrète ce qu'est la politique communiste et en quoi elle consiste. Les opportunistes déclarés n'ont pas pu accepter nos conditions et ont dû s'éloigner. Quant aux opportunistes cachés, ces mêmes 21 conditions nous ont fourni le moyen de les combattre.

C'est pourquoi, dans nos résolutions, nous avons exigé de tout parti, section de la 3<sup>e</sup> Internationale, qu'il établisse un contrôle permanent de ses membres et qu'il procède à des épurations fréquentes, basées sur l'expérience de ses propres luttes. Nous ne savions pas que nous devrions commencer l'épuration par les deux camarades dont l'un était placé à la droite et l'autre à la gauche de Zinoviev au dernier Congrès. Je parle de Serrati et de Paul Lévy. Après le Congrès, nous avons provoqué la scission des Indépendants en Allemagne. 400.000 nouveaux membres sont venus à nous. L'unification du Parti Communiste allemand a été faite. Nous avons provoqué la scission dans le Parti socialiste français et l'avons obligé à exclure les social-patriotes et les centristes. Nous avons mis le Parti socialiste italien en demeure de se débarrasser d'une série d'opportunistes. Comment la chose s'est-elle passée ? Le Parti socialiste italien nous a libérés de toute illusion. Nous nous trouvons dans un pays bloqué, mal renseignés, coupés du mouvement européen; nous n'avions pas évidemment la certitude que le Parti italien était un bon Parti. Nous savions même que Serrati avait protesté simplement contre la guerre, mais n'avait pas entamé une action directe contre elle. Nous savions que ce Parti possédait des éléments opportunistes, mais nous estimions que les masses italiennes seraient à la hauteur de la lutte. L'expérience a montré que nous nous sommes trompés. A Livourne, la majorité du Parti a suivi Serrati. Cela signifie que pour conserver 14.000 réformistes, le Parti s'est séparé de 60.000 communistes. Certains y voient une défaite de l'Internationale Communiste. Nous ne sommes pas d'accord. La leçon de Livourne a eu pour nous une très grande signification. Pas un seul des membres di-

dirigeants de l'Internationale Communiste ne fut adversaire de la scission. Les 90.000 ouvriers qui ont suivi Serrati verront bientôt que ce sont les réformistes qui sont les maîtres réels de leur Parti. Le Parti Communiste leur apprendra, par le fait, la bonne façon de mener la bataille. L'expérience italienne a provoqué une effervescence dans tous les Partis Communistes. Dans tous les Partis Communistes il s'est trouvé des camarades pour dire qu'au lieu de créer des partis de masses nous voulons créer des sectes. Les ouvriers ne comprenaient pas en quoi Serrati était réformiste. Il faut donc les éduquer de telle façon qu'ils comprennent désormais ce que c'est que le Communisme...

Bientôt, pour les mêmes causes, une crise se produisit dans le Parti Communiste allemand. Cette crise eut de grandes conséquences. Un petit groupe de camarades, une dizaine de chefs du Parti, presque tous anciens Indépendants de gauche, s'est formé au sein du Parti. L'avant-garde du Parti a compris immédiatement qu'elle assistait à une tentative de formation d'une aile droite. Nous avons redoublé d'attention. Cette opposition marque le commencement d'une lutte d'idées au sein du Parti Communiste allemand. Cette lutte nous a permis de nous rendre compte de la valeur réelle de ce Parti. D'un côté, elle a groupé les ouvriers les plus avancés et d'un autre côté, lorsque les chefs de l'aile droite, Lévy, Zetkin, ont démissionné de leurs postes de membres du Comité central, elle a débarrassé le Parti de ceux de ses éléments qui cherchaient à maintenir son activité sur le terrain de l'agitation et de la propagande. Le nouveau Comité central, dont la composition n'est pas définitive, mais où sont entrés des camarades qui se sont donné pour tâche de relever la combativité du Parti, intensifia l'agitation. Les journaux communistes prirent un autre ton, mais les choses n'étaient pas au point. A la fin de mars, une des sections du Parti fut attaquée par le gouvernement social-démocrate. Le gouvernement du social-démocrate Severing fait venir la troupe dans les régions minières. D'après les comptes rendus sténographiques des réunions du Comité Central, nous savons que le Parti était parfaitement renseigné. Il s'avait qu'il acceptait le combat dans des conditions très difficiles, avant les fêtes, sans être sûr de sa valeur combative. Mais néanmoins, il ne recula pas, conscient qu'il était que même une défaite constituerait ici un progrès. Le président du Parti, Bralger, emprisonné, dit (d'après les procès-verbaux sténographiques) que dans cette lutte nous n'avons aucune chance de victoire, qu'il s'agit là d'un combat défensif, que dans une partie du pays seulement on parviendra peut-être à provoquer la grève, mais qu'il faut se jeter à l'eau pour apprendre à nager. Ce mouvement a prouvé que la majeure partie des dirigeants est incapable, ne veut pas diriger la lutte, qu'elle est prête à faire peut-être de la propagande, mais non à combattre réellement. Il a montré aussi que les chefs de l'aile droite sont capables de saboter une action et d'aider les adversaires. Et quel fut le résultat de ce mouvement ? En 24 heures, le Parti a jeté par-dessus bord même ceux qui, dans les temps pénibles, furent ses chefs.

Le Parti a retiré sa confiance aux chefs qui avaient de l'autorité même pour nous. Les masses ouvrières ont compris qu'à défaut de bons chefs elle devait se diriger elle-même. Et il est consolant de voir que le Parti n'a pas enregistré de défections, qu'il a non seulement appris à organiser, mais qu'il possède maintenant une volonté d'offensive, une volonté de bataille. Lorsque les membres du Comité Central me l'ont dit, moi, connaissant bien le mouvement allemand, je ne les ai point crus. J'ai pensé qu'il ne s'agissait là que de la couche supérieure du parti. C'est aujourd'hui seulement, après avoir entendu les ouvriers à peine arrachés de la lutte, conservant encore les armes à la main, nous déclarant n'avoir pas affaibli le Parti, mais au contraire l'avoir rendu plus fort, c'est aujourd'hui seulement que notre foi dans le parti communiste allemand s'est raffermie. Car il vient à nous et nous dit : Nous prendrons l'initiative de la réalisation. Cela prouve que le parti est meilleur que nous ne l'avions cru. J'ai toujours été jusqu'à un certain point partisan du mouvement allemand, et cependant j'étais plus sceptique que certains représentants du Parti, qui affirment à présent que le parti allemand est le meilleur de tous et qu'il deviendra bientôt une force communiste décisive.

Même chose en France. Pour des raisons que nous comprenons, le parti français ne s'occupe que de l'agitation. C'est un parti sans traditions révolutionnaires, et néanmoins lui aussi passe maintenant aux démonstrations contre les actes gouvernementaux. Il fait une large propagande dans l'armée, et nous sommes persuadés qu'il suit un excellent chemin révolutionnaire.

Dans la situation actuelle de l'Europe, nous pouvons vaincre sans difficulté tous les chefs des partis. Au Congrès de l'an passé, les représentants du communisme de gauche, du parti ouvrier communiste allemand, nous proposaient un chemin différent de celui que nous avons pris. Un d'eux disait : il faut chasser les chefs dès maintenant. Ils ne sont pas capables d'accepter notre plate-forme ni d'adopter notre tactique. Ce groupe était communiste par sentiment, mais n'avait pas une notion communiste du parti. Certains camarades ont voulu le brider. Nous avons choisi notre voie et l'avons acceptée comme parti sympathisant. Qu'a donné l'expérience de ce parti, qui a recommandé de ne pas entrer dans les syndicats à cause de l'opportunisme qui s'y était installé, et de créer de petites organisations purement communistes ? Ils ont fait cette propagande pendant un an, et le résultat fut qu'ils provoquèrent la décomposition du Parti. Les ouvriers prenaient part à la lutte, mais non sur la plate-forme de leur Parti. Les chefs se sont montrés absolument incapables de tirer une leçon de leur propre politique. Après la défaite des masses, les chefs des soi-disant communistes de gauche ont lancé des mots d'ordre dans le genre de celui-ci : « A bas les organisations légales ! » Ils voulaient donc renoncer même à ce que la bourgeoisie ne leur enlevait pas encore. D'autres mots d'ordre disaient : « Il faut provoquer les ouvriers, là où ils n'ont pas d'état d'esprit révolutionnaire ». Le chômage étant un facteur révolutionnaire, il fallait, d'après eux, faire sauter les

fabriques pour le créer. Nous avons dit aux camarades qui ont défendu cette politique : Assez. Les communistes et les aventuriers ne peuvent pas faire route ensemble, la politique d'aventure compromet le communisme. Tant qu'un parti des masses n'était pas créé, tant que l'unification des partis communistes n'était qu'un projet, nous avons craint que le parti allemand ne sache pas mener une lutte révolutionnaire et repousse les ouvriers de son organisation. Maintenant que nous avons la conviction profonde que le parti allemand est un parti révolutionnaire des masses, nous dirons à toutes les organisations : La place des communistes ne peut être ailleurs que dans le parti communiste unifié. Si vous ne voulez pas le comprendre, faites donc une nouvelle Internationale Communiste.

Camarades, l'expérience de la lutte imposait une série de questions qu'il faudra étudier. Quant à la question de tactique, les thèses concernant la situation internationale donneront le point de vue primordiale, la base de notre orientation. Dans les thèses concernant la tactique, il faudra concrétiser les indications générales que nous avons données jusqu'à présent. Il faudra dire comment il faut mener l'agitation, comment il faut se défendre, et comment les partis communistes, aussi bien faibles que forts, doivent lutter dans les pays en décomposition.

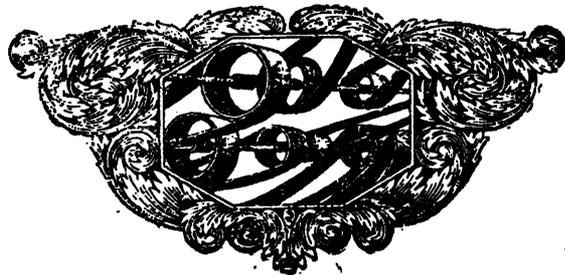
Ces questions seront discutées dans les deux points suivants de l'ordre du jour : celui qui concerne l'Internationale Syndicale Rouge et celui qui concerne l'organisation intérieure de l'Internationale Communiste.

Quant aux syndicats le fond de la question sera la lutte avec l'Internationale Syndicale Jaune. C'est là le dernier adversaire que nous devons vaincre. Ecraser l'Internationale d'Amsterdam, c'est détruire le dernier appui de la bourgeoisie. Nous commençons cette lutte avec les meilleures chances de succès données par la grève des mineurs anglais et par la capitulation de l'Allemagne devant l'Entente. Pour lutter contre l'Internationale Jaune, nous créons notre Internationale Syndicale Rouge, qui sera une organisation parallèle à l'Internationale Communiste, mais non pas une de ses sections. Pour cette lutte, il nous faut entraîner les éléments syndicalistes de France, d'Angleterre et d'Italie. D'autres conditions d'adhésion à cette Internationale, conditions basées essentiellement sur les questions de lutte économique seront élaborées. Nous sommes convaincus que nous livrerons le combat à l'Internationale d'Amsterdam dans le monde entier au cours des quelques mois qui vont suivre. Ce qui se passe actuellement dans les syndicats allemands est très caractéristique. Les syndicats allemands n'ont pas cessé de s'agrandir dans ces dernières années, mais aujourd'hui on constate de nombreuses défections parmi leurs membres. Cela nous montre que même les masses non communistes s'éloignent de leurs chefs de droite, ceux-ci n'étant pas capables de solutionner une question. Plus loin d'ordre du jour porte toute une série de questions concernant l'organisation intérieure de l'Internationale Communiste. Nous ne vous cacherons pas que nous n'avons pas pu réaliser même la cen-

tième partie de notre programme. Il faut en chercher la cause dans les difficultés de nos relations avec le monde extérieur. Notre travail sera grandement facilité dans l'avenir parce que nous avons su attirer dans l'Internationale Communiste une partie des camarades étrangers éprouvés. Dans tous les cas, les destinées de l'Internationale Communiste ne dépendront pas de son organisation intérieure. Elles dépendront du développement de la lutte économique et politique en Europe et de la question de savoir si nous pouvons conserver le pouvoir en Russie et l'affermir dans le travail pacifique. Je pourrais me reporter aux conversations des camarades allemands nouvellement arrivés. Elles sont significatives. Ces camarades nous disent : « Vous êtes dans une situation difficile, qui provient non seulement de la guerre civile des trois dernières années, mais aussi de la faiblesse du prolétariat russe. C'est à nous maintenant de continuer votre œuvre. » Ils disent : « Tenez le gouvernail tant que nous marchons, et nous arriverons certainement. Ce serait un cruel malentendu de comprendre ici la déclaration du camarade Lénine au Congrès du Parti comme un renoncement à la révolution mondiale. Notre changement de politique n'est pas conditionné par ce qui se passera en Europe dans trois mois, mais par ce qui se passe actuellement en Russie. Si entre temps nous faisons des bêtises et ne ménageons pas nos forces en attendant l'aide qui nous viendra dans quelques mois, nous ferons totalement faillite. Nous devons nous résigner pendant un certain temps à la coexistence inévitable du capitalisme dans la Russie des Soviets. Cela est vrai et Lénine l'a dit. Si la révolution en Allemagne éclate, elle ne nous procurera pas tout de suite les ressources dont l'Allemagne dispose, mais il est probable que l'aide productive du prolétariat allemand, le succès de ses armes nous sera d'un puissant secours. La politique actuelle du Parti russe ne s'explique point par des vues pessimistes sur l'Internationale Communiste. Je suis convaincu que le Congrès qui aura lieu se passera dans l'atmosphère de la lutte en Europe et préparera une nouvelle phase dans l'action du prolétariat international.

La situation en Europe s'est modifiée en notre faveur, non pas seulement à cause de nos victoires, ni à cause de certains traités commerciaux qui nous ont permis de recevoir des harengs, mais aussi grâce à la croissance, au développement du mouvement communiste qui chaque jour grandit et devient un facteur de plus en plus révolutionnaire sur lequel nous pourrions nous appuyer.

Karl RADEK.



# La Question Coloniale

Au cours des débats du Congrès de Stuttgart, le socialiste hollandais Van Kol, se tournant vers les délégués allemands, leur cria : « Où sont vos écrits, vos écrivains qui ont étudié le problème des colonies ? Lequel d'entre vous s'est rendu aux colonies pour étudier les conditions des indigènes ?... Vous n'avez rien fait. Vous avez agi comme les Français ».

Il faut que ce reproche sévère mais justifié ne puisse être lancé au Parti communiste français au cours d'un Congrès international.

Est-il donc possible d'établir ce « tableau exact de la situation historique et surtout économique » des colonies dont Lénine proclame la nécessité ? En dépit d'incontestables difficultés, nous le croyons fermement. A tout le moins, le Parti communiste doit tenir à honneur de le tenter.

Il nous faut recueillir, pour chacune de nos colonies, une documentation objective puis la soumettre à un examen rigoureux avant de l'utiliser pour en tirer des conclusions pratiques. Tout d'abord se pose donc une question de méthode, puis un problème d'organisation, enfin un programme d'action.

Il faut commencer par amener à pied d'œuvre le plus de documents possibles et de documents sûrs puisés dans les publications coloniales. Pour cela, il faut se livrer à la besogne ingrate mais nécessaire d'établir un double fichier par nom d'auteurs et par matières, constamment tenu à jour et qui permette de retrouver, en un instant, les renseignements dont on a besoin.

A côté de ce fichier, il serait utile de rédiger, sur pièces, des synthèses des grandes questions, synthèses évidemment précaires dans l'état actuel des choses mais qui se préciseraient au fur et à mesure que les résultats des enquêtes personnelles menées par le parti viendraient compléter nos connaissances livresques.

D'importants travaux ont été publiés dans plusieurs langues, sur les populations coloniales. Sans doute n'ont-ils pas été rédigés pour des fins socialistes, tout au contraire. Ils n'en sont pas moins une source précieuse de documentation qu'il nous appartiendra d'utiliser dans un sens communiste. Que l'on lise telle étude de Zinovief parue au *Bulletin Communiste* du 11 novembre 1920 et l'on verra à quel point il s'est servi des ouvrages bourgeois soit français de Girault et Leroy-Beaulieu, soit anglais de James Mill et Wakefield, soit allemand du docteur Zopfl.

Les revues, surtout, devraient être suivies de près et soigneusement répertoriées. *La Revue du Monde Musulman* par exemple, fournit, à côté d'études remarquables sur l'Islam, des résumés de la presse et des pétitions des indigènes de tout le monde islami-

que. Nous pouvons être ainsi renseignés sur les tendances et l'activité musulmanes que nous cachent les gouvernements.

A côté des documents d'origine bourgeoise, il en est de source communiste, que notre parti ne possède point et cela est tout à fait regrettable, d'autant plus qu'ils fournissent non seulement des données théoriques mais des résultats pratiques.

Des journaux étrangers et, en France, les nôtres ennemis du communisme, comme Alexinski, sont obligés de reconnaître l'activité des bolchevistes. Ils signalent que Lénine a créé, à Moscou, une Ligue pour la libération de l'Islam, un commissariat spécial des affaires musulmanes et une sorte d'Académie de propagande. Des imprimeries spéciales multiplieraient les tracts et les brochures dans les divers dialectes des peuples de l'Islam. De nombreux rapports auraient été rédigés sur l'activité soviétique en Azerbeïdjan, chez les Tatars de Kazan, les Bachkirs et les Kirghiz. Housséine-Réhid bey aurait même publié des études très suggestives sur la propagande parmi les musulmans.

Nous avons ainsi, par des voies indirectes, un écho de l'activité bolcheviste mais combien serait-il plus utile pour nous d'obtenir des précisions sur l'organisation de ces républiques orientales que nous ignorons, hélas ! presque totalement, précisions qu'il est de notre devoir de demander à Moscou.

Muni d'une documentation sûre puisée dans les ouvrages ou les revues coloniales et dans les études pratiques venues de Russie, le bureau du parti, chargé de les centraliser, pourrait être en mesure d'ouvrir des enquêtes précises et fécondes. Il devrait demander aux partis communistes d'Angleterre et de Hollande de lui fournir tous les documents qu'ils possèdent sur les colonies britanniques ou néerlandaises et mener avec eux une action parallèle. Il établirait d'autre part, des questionnaires systématiques qui seraient adressés aux fédérations coloniales et recueillerait toutes les observations ou les suggestions que des voyageurs ou des militants communistes lui adresseraient d'outre-mer.

Le Parti aboutirait ainsi à une organisation forte et originale, telle qu'il n'en existe nulle part ailleurs, sauf en Russie. Ses journaux, ses propagandistes et ses parlementaires pourraient mener une action vigoureuse et efficace. Les indigènes de toutes nos colonies qui se sentiraient intelligemment et puissamment défendus rallieraient, de plus en plus nombreux, le Parti. Il y aurait là pour le communisme une tâche immense et très difficile à accomplir mais dont les résultats internationaux seraient considérables.

André JULIEN.

# Chronique Internationale

## ANGLETERRE

Capitalistes et ouvriers sont face à face, en Angleterre, comme deux armées ennemies. Les deux classes sont absolument distinctes ; on ne saurait, en aucun cas, confondre le capitaliste et l'ouvrier. Les deux classes sont parfaitement organisées : les capitalistes dans leurs Chambres de Commerce et dans leurs Syndicats patronaux, les ouvriers dans leurs puissantes Trade-Unions : la Fédération des Mineurs de Grande-Bretagne, le Syndicat National des Cheminots, la Confédération des Travailleurs du Fer et de l'Acier, l'Association des Mécaniciens, la Fédération des Transports.

Bien que nombre d'ouvriers demeurent encore en dehors de syndicats professionnels, ce sont les ouvriers organisés qui jouent un rôle décisif dans toutes les questions, car ils sont les maîtres incontestés de toutes les branches les plus importantes de l'industrie. En d'autres termes, l'industrie anglaise pourrait se passer des ouvriers non syndiqués ; mais elle ne serait rien sans les ouvriers organisés.

Outre ces deux classes principales, nous voyons en Angleterre une masse non différenciée, appartenant aux professions les plus variées : littérateurs, commis-voyageurs, petits-bourgeois, formant ensemble le poids complémentaire du régime capitaliste. Cette masse est réactionnaire, facile à corrompre ; elle ne s'est élevée au-dessus du prolétariat qu'à force de mensonges et de vilénies. Elle fournit le matériel humain aux organisations blanches, aux associations bourgeoises, etc.

La classe capitaliste dirigeante anglaise est la plus perspicace, la plus rusée, la plus retorse et la plus orgueilleuse qu'il y ait.

Elle l'est devenue grâce à une expérience séculaire du vol, du brigandage et de la violence opérés dans toutes les parties du monde. Elle a eu affaire avec tous les peuples et avec tous les pays du monde. Elle a appris à « gouverner » pour avoir possédé des colonies dans tous les coins du globe. Mais il est vrai aussi que les violences et les meurtres qui se sont multipliés durant les cinq dernières années, en Irlande, semblent confirmer la justesse de cette règle, que « les hommes d'Etat sont incapables de rien apprendre ».

Cette classe sait créer une atmosphère de liberté et, en même temps, gouverner d'une main de fer. Elle sait se servir de la démocratie. Elle sait accorder une « liberté de parole » et une « liberté de presse » apparentes et inoffensives. Elle sait étouffer le germe des insurrections et réprimer les mouvements, à leurs débuts. Elle sait se concilier les sympathies des leaders du prolétariat des Indes, de l'Égypte, de l'Afrique du Sud et de la métropole. Elle sait acheter les leaders ouvriers par les honneurs, par la flatterie, par les privilèges et l'argent. Elle possède une connaissance étendue et profonde des forces économiques et politiques. Elle a une police secrète bien organisée. Les agents de commerce et les agents secrets britanniques sont peut-être les plus habiles et les plus expérimentés du monde entier et leur nombre est considérable : il y en a partout.

Cette classe dirigeante possède naturellement à la perfection l'art de se défendre, aussi bien con-

tre les insurrections à l'intérieur que contre les attaques de l'extérieur. La politique de la Grande-Bretagne a toujours été la plus machiavélique, la plus perfide et la plus rusée. Ce n'est pas pour rien que l'Angleterre capitaliste est devenue célèbre par le monde entier sous le sobriquet de « perfide Albion ». Combien de fois la Grande-Bretagne n'a-t-elle pas poussé artificieusement les puissances continentales à se ruer les unes contre les autres, à seule fin de les affaiblir, tandis qu'elle garderait, elle, sa position dominante. Combien de fois les insurrections de la classe ouvrière anglaise n'ont-elles pas été étouffées par trahison et noyées dans le sang ? La classe possédante de Grande-Bretagne dispose premièrement de toutes les forces de l'Etat : le Parlement, une bureaucratie bien organisée, un appareil judiciaire solide, une police puissante, l'armée et la flotte. L'armée ne se forme plus par la conscription, mais les volontaires sont encasernés et maintenus à l'écart des populations. Plus isolée encore des masses est la flotte britannique, l'orgueil de la classe dirigeante. Les matelots — courageux enfants de la classe ouvrière — n'ont que de rares permissions qu'ils passent ordinairement dans les ports (Portsmouth, Douvres, Liverpool, Glasgow) en distractions malsaines, résultat naturel des longues captivités à bord. En second lieu, les capitalistes britanniques ont à leur disposition une presse puissante qui atteint un degré de développement tout à fait remarquable. Les journaux capitalistes anglais ne ressemblent pas à ceux des autres pays. Ils sont uniques de leur espèce et leur influence sur les masses est illimitée. Deux fois par jour, le matin et le soir, ces journaux se répandent à profusion parmi les ouvriers ; leur lecture donne aux opinions du travailleur la teinte voulue, détermine dans une forte mesure ses vues politiques, dirige le cours de sa pensée, façonne son intelligence dans le sens d'une soumission servile au régime en vigueur. Robert Williams a pu dire, dernièrement, dans un meeting londonien : « Donnez-moi le pouvoir sur Fleet Street (quartier londonien de la presse, correspondant au « Croissant » parisien), et nous aurons une révolution dans deux semaines ». Williams avait raison, l'influence des journaux, tels que le *Daily Mail*, *Daily News*, *Daily Tetch*, *Daily Chronicle* et tous leurs confrères capitalistes, est si grande que si leur contrôle passait, ne fût-ce que pour deux semaines, aux communistes, une révolution éclaterait sans nul doute, en Angleterre. Les capitalistes savent employer leur force dans ce sens, et c'est pourquoi il n'y a, en Angleterre, qu'un quotidien, le *Daily Herald*, qui se considère comme l'organe du mouvement ouvrier et c'est encore pourquoi les hebdomadaires ouvriers sont d'un format si restreint.

En troisième lieu, la classe capitaliste britannique est défendue par de nombreuses organisations religieuses et semi-religieuses, à commencer par l'Église et pour finir par la *Fraternité Wesleyenne* (*Wesleyan Brotherhood*). La religion intéresse peu par elle-même les masses ouvrières, mais nombre de ces organisations groupent des milliers de membres par l'intermédiaire desquels elles exercent une influence déterminée, créent le milieu social très spécial de leurs cercles, de leurs clubs, de leurs gymnases, etc. ; tels sont les moyens variés que la

classe ouvrière capitaliste anglaise emploie à maintenir dans la soumission les masses ouvrières.

Mais il y a plus. L'Angleterre a également ses menchéviks, ses social-traitres, ses mauvais bergers de la classe ouvrière. Ces derniers ne sont pas aussi bien instruits que leurs collègues du continent. Il y a, par exemple, une différence considérable entre Arthur Henderson et Émile Vandervelde. Le premier est un pauvre sire, puritain doué de talents fort modestes, le second est un savant, un littérateur brillant, un penseur original. Et pourtant, si l'on excepte Ramsay MacDonald et Philippe Snowden, menchéviks sincères, Arthur Henderson est le leader des leaders. Henderson est un caractère : tous les leaders ouvriers britanniques ont, en effet, un caractère particulier. Dans la majorité des cas, ces personnages n'ont aucune idée de la théorie socialiste, ne savent presque rien de l'histoire du mouvement ouvrier et pêchent par tous les préjugés insulaires et par la lourdeur de pensée, propre à nombre de leurs compatriotes. La carrière des leaders ouvriers anglais commence généralement dans les sections locales des Trade-Unions d'où ils passent dans les Conseils d'arrondissements des T.-U., pour entrer enfin dans les Comités Exécutifs. Cette expérience leur permet de développer leurs facultés oratoires, d'acquiescer de l'à-propos, un esprit généralement très superficiel, et une bonne dose d'astuce.

Nous avons déjà fait remarquer ailleurs que c'est précisément sur ces leaders ouvriers que repose la première ligne de défense du capitalisme britannique. Ce qu'il y a de plus comique dans leur cas, c'est qu'ils ne sont nullement des chefs, c'est-à-dire qu'ils ne sont suivis par personne. Ils s'octroient eux-mêmes le titre de « leader ». C'est ce que font ouvertement ou non les très estimables John Thomas et Arthur Henderson. Mais en réalité, ils n'ont personne derrière eux. Ils ne font que retenir, dresser des obstacles, tergiverser, et la classe capitaliste se sert d'eux pour arrêter tout mouvement des ouvriers en avant.

Aussitôt que se répand le bruit d'un mécontentement dans une fabrique, dans une usine ou dans une mine, aussitôt que se dresse le spectre d'une grève, ces « leaders » sont envoyés dans la zone dangereuse, où ils emploient tous les moyens de

persuasion, toute leur diplomatie, toute leur astuce pour assurer le travail régulier du mécanisme producteur.

Le gouvernement a dépensé des sommes énormes pour les « leaders ouvriers » pendant la guerre, et continue... Aux congrès des Trade-Unions, pendant que les ruines du nord de la France et de la Flandre se teintaient du sang des ouvriers anglais et que, par milliers, ces ouvriers étaient tous les jours envoyés à la mort, tout spectateur tant soi peu au courant du mouvement anglais aurait pu distinguer du premier coup d'œil ces leaders et deviner quels postes « payants », et dans quelles commissions ou comités gouvernementaux, ils occupaient. Les Comités d'Etat poussaient, alors comme des champignons après la pluie, et il aurait été facile de déterminer, avec un peu de bonne volonté, le chiffre approximatif des sommes que recevaient les fonctionnaires syndicaux en rétribution de l'aide qu'ils accordaient à la politique militaire de la classe capitaliste. Ces leaders trafiquent de leur prétendue influence sur les masses. Ils ressemblent, à ce point de vue, aux démagogues de l'ancienne Rome qui ont plus d'une fois livré les plébéiens aux patriciens. La presse capitaliste favorise de toutes les façons ces « leaders » ouvriers, prodigue des louanges à leur intelligence, à leur esprit pratique, à leur sain patriotisme. Les capitalistes les invitent à leurs banquets. Et lorsqu'ils sont dûment acquis au Capital, on les gratifie volontiers du titre de « très estimables » (Right Honourable) membres du Conseil Royal Secret. Les leaders du Parti Ouvrier Britannique (Labour Party) : le « très estimable » John P. Kleyne, le « très estimable » John Thomas, le « très estimable » V. V. Boorman, secrétaire du Congrès des Trade-Unions, sont tous, de la sorte, des « honorables » patentés.

A la vérité, le mouvement ouvrier de Grande-Bretagne est tombé dans les filets tendus par ces personnages infiniment estimés de la classe « capitaliste » et, par elle, bien rétribués. Issus, le plus souvent, de la bureaucratie trade-unioniste, d'une vivacité d'esprit bien inférieure à celle de leurs patrons, ces hommes jouent volontiers le rôle de Judas...

Tom QUELGH.

## La Vie Economique en Russie

### L'Activité Commerciale

Ce qui frappe actuellement l'étranger qui voyage en Russie Soviétiste, c'est l'activité commerciale à Moscou et dans d'autres villes russes, qui lui paraît présenter un étrange contraste avec le système de communauté de biens sous le communisme. Il est absolument nécessaire d'insister sur ce fait que la période de la dictature du prolétariat ne représente pas encore le Communisme. Pendant cette période de transition, le commerce, avec quelques restrictions, est donc parfaitement admissible.

Il est vrai qu'il y a un an l'activité commerciale en Russie n'avait pas la même ampleur qu'aujourd'hui. Cela s'explique par le changement introduit dans la politique économique de la Russie Soviétiste, par l'abolition du monopole d'Etat sur tous les produits agricoles et par l'introduction d'un impôt en nature consistant en un prélèvement déterminé de ces produits. Le système

du monopole était basé sur la conception que les paysans donneraient tout le surplus de leurs produits à l'Etat, ne gardant que la quantité indispensable à la subsistance de leurs familles. En même temps, l'Etat prolétarien devait mettre à la disposition des paysans tous les produits dont ils avaient besoin. Sous ce système, tout le commerce légal était impossible, puisque tous les excédents appartenaient à l'Etat. Au contraire, avec le système de l'impôt en nature qui existe maintenant, le paysan ayant payé l'impôt peut disposer de ses produits à sa guise. Ainsi, le commerce peut se faire par échange du surplus des produits agricoles contre les produits de la petite industrie non socialisée.

Il est fort naturel qu'on se demande pourquoi la Russie Soviétiste n'avait pas adopté ce plan dès le commencement et surtout pourquoi on avait introduit le système du monopole d'Etat. C'est que tant que la Russie fut obligée de faire la guerre, l'Etat fut obligé d'exiger tout de la population agri-

cole afin de nourrir l'armée et les habitants des villes.

Le monopole d'Etat sur tous les produits des paysans étant donc imposé par la guerre et n'eut plus de raison d'être aussitôt que la paix fut rétablie. Pendant que la Russie était menacée par l'ennemi extérieur, on pouvait faire comprendre aux paysans pourquoi ils devaient donner tout leur surplus à l'Etat. Les paysans se soumièrent (volontairement dans la plupart des cas) à cette nécessité, parce que combattre l'ennemi extérieur c'était non seulement défendre l'Etat Soviétiste et la dictature du prolétariat, mais encore défendre la terre récemment acquise. Les paysans comprenaient parfaitement que si Denikine, Wrangel et Koltchack renversaient le Pouvoir des Soviets les gros propriétaires reprendraient leurs anciennes terres partagées par la Révolution.

C'est d'ailleurs cette idée qui maintint des millions de paysans dans l'Armée rouge comme combattants pour un Etat prolétarien pour lequel ils n'avaient que fort peu de sympathie.

Le monopole d'Etat devait cesser avec la guerre de défense nationale, d'autant plus que ses résultats économiques défavorables se faisaient sentir de plus en plus. Il avait produit l'anomalie suivante : le paysan était de fait le propriétaire de sa terre et de tous ses produits, et en même temps il ne pouvait garder que la portion nécessaire aux besoins de sa famille. Par conséquent, tout encouragement à produire davantage était supprimé. De cette manière, on peut expliquer pourquoi la surface cultivée commença à diminuer depuis 1916 (le monopole des grains ayant été déjà introduit sous le régime tsariste).

Le seul moyen d'empêcher cette réduction et aussi la tendance à reprendre les formes démodées d'exploitation privée des propriétés économiques, c'était d'abolir le monopole et de fournir aux paysans la possibilité d'augmenter leur revenu par un labour plus intense.

Voilà quel est le sens économique de ce changement. L'Etat prolétarien veut sans doute empêcher le développement trop étendu du commerce. Cela se fait de deux manières : 1° par le monopole des moyens de transport et de locomotion; et 2° par l'aide donnée aux sociétés de consommateurs qui sont toutes désignées pour distribuer le surplus des paysans aux habitants des villes, sans autres intermédiaires, et en échange de produits industriels.

Ainsi l'abolition du monopole et l'introduction de l'impôt en nature ne représentent pas un pas en arrière, comme l'assurent les mencheviks de tous les pays, mais tout bonnement l'abolition d'un système nécessité par la guerre et qui n'eût plus de raison d'être aussitôt que la paix fut rétablie.

E. VARGA.

## Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	14 »	16 »
12 mois .....	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à  
René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS



**Bibliothèque**  
**Communiste**  
**PARIS**  
**123, rue Montmartre**

DRIZZO-LOSOWSKI. — <i>Le rôle des Syndicats russes dans la Révolution</i> .....	0 30
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
K. HORNER. — <i>Social-Démocratie et Communisme</i> .....	0 60
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i> .....	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAL — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i> .....	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i> .....	4 »
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i> .....	4 »
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i> ....	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i> (en préparation).	
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i> .....	0 40
ROSA LUXEMBOURG. — <i>Lettre de la prison</i> ....	2 50
PIERRE PASCAL. — <i>En Russie Rouge</i> .....	2 »
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i> .....	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3<sup>e</sup> Internationale</i> .. épuisé	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> .. épuisé	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i> ....	7 »
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> ..... épuisé	
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i> .....	épuisé
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i> .....	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i> .....	0 75
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i> .....	0 60
.. <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i> .....	0 50
.. <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i> .....	1 25
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste au 2<sup>e</sup> Congrès)</i> ....	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (voités par le 2<sup>e</sup> Congrès)</i> .... épuisé	
.. <i>La Commune de Paris (préface de Zinoviev)</i> .....	5 »
.. <i>Voyage en Russie rouge (album de 60 vues)</i> .....	4 »

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>).  
Georges DANGON, imprimeur